|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Groupe consultatif pour le développement  des télécommunications (GCDT)**  **32ème réunion, Genève, Suisse, 12-16 mai 2025** | | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  | |  | |
|  | | **Document** **TDAG-2****5/3-F** | |
|  | | **7 avril 2025** | |
|  | | **Original:** **anglais** | |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications | | | |
| Rapport sur les initiatives régionales: mise en œuvre et cartographie  des projets d'initiatives régionales | | | |
|  | | | |
| **Résumé:**  Le présent document rend compte de la mise en œuvre des initiatives régionales de la CMDT-22 et souligne la contribution du BDT aux domaines prioritaires des télécommunications et des TIC dans chaque région, grâce à la mise en œuvre de projets du Plan opérationnel et de l'UIT.  **Suite à donner:**  Le GCDT est invité à prendre note du présent document et à fournir les indications qu'il jugera utiles.  **Références:**  – Rapport de la CMDT-22 – Initiatives régionales  – Document TDAG-32/5 – Projets de l'UIT-D  – Document TDAG-31/2 – Mise en œuvre du Plan d'action de Kigali  – Document TDAG-25/INF/4 – Cartographie des projets d'initiatives régionales | | | |

# INTRODUCTION

Les initiatives régionales adoptées par la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-22), tenue à Kigali, au Rwanda, du 6 au 16 juin 2022, visent à répondre à certaines priorités dans le domaine des télécommunications et des TIC par le biais de partenariats et de la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de projets[[1]](#footnote-1).

Après la CMDT-22, le Bureau de développement des télécommunications (BDT), en collaboration avec les partenaires concernés, a élaboré et exécuté un large éventail de projets qui ont contribué à la mise en œuvre des initiatives régionales de la CMDT-22. Ces projets ont contribué à l'élaboration de divers produits et services conformes aux priorités et aux catalyseurs de l'UIT-D définis dans le Plan d'action de Kigali ainsi que dans le Plan stratégique de l'UIT dans chacune des six régions de l'UIT.

Les activités entreprises ainsi que les produits et services fournis dans chaque région dans le cadre du Plan opérationnel et des projets sont décrits dans les sections ci-après. Les projets mis en œuvre ou en cours au titre de chaque initiative régionale adoptée à la CMDT-22 pour la période 2023-2025 sont répertoriés dans le [Document TDAG-25/INF/4](https://www.itu.int/md/D22-TDAG32-INF-0004/fr).

# AFRIQUE

**Le Bureau régional pour l'Afrique a mis en œuvre diverses initiatives et divers projets dans la région, principalement en fournissant un appui aux États Membres dans le cadre de plusieurs activités visant à favoriser la transformation numérique, à accélérer le passage à l'économie numérique, à améliorer les interventions en cas d'incidents relatifs à la cybersécurité, et à promouvoir l'inclusion numérique et une connectivité efficace, conformément aux quatre initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations au titre de chaque initiative régionale sont les suivantes:**

• **Partenariats**: en appui à la Commission de l'Union africaine, l'UIT a pris part aux travaux du Comité africain d'experts sur l'identité numérique (ACED), qui vise à fournir à chaque citoyen africain une identité numérique pour faciliter la cybergouvernance et l'accès aux services publics et améliorer le bien-être des citoyens en général. Dans cette même dynamique, l'UIT collabore avec la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN), le Centre africain d'information sur le réseau (AfriNIC), l'Association africaine de noms de domaine de premier niveau (AfTLD) et d'autres parties prenantes concernées sur le continent, dans le cadre d'une coalition pour une Afrique numérique visant à accélérer la transformation numérique de l'Afrique afin que les populations puissent tirer pleinement parti de l'économie numérique. Le BDT continue de collaborer étroitement avec des organisations régionales, notamment l'Union africaine des télécommunications (UAT), la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat Smart Africa, les communautés économiques régionales et les associations régionales de régulateurs, à travers diverses initiatives. Celles-ci comprennent, entre autres,

l'élaboration du Plan d'action pour l'Afrique dans le cadre de l'initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4ALL) et l'élaboration du modèle de plan national pour les télécommunications d'urgence applicables à la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en vue de mettre en place des liaisons de télécommunication efficaces en cas de catastrophe.

• **Renforcement de la collaboration stratégique avec les institutions des Nations Unies**: le BDT continue de participer et de contribuer activement aux plans-cadres nationaux de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans la région. Il a notamment contribué à l'évaluation du Plan-cadre de coopération de l'Éthiopie pour la période 2020-2025 ainsi qu'à l'élaboration du Plan-cadre de coopération du pays pour la période 2025-2030, en tenant dûment compte du fait que la connectivité numérique constitue l'une des six transitions susceptibles d'avoir des effets catalyseurs et multiplicateurs pour l'ensemble des Objectifs de développement durable (ODD)[[2]](#footnote-2). Le BDT a également participé à l'examen de la Feuille de résultats de l'équipe de pays relative au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes de l'Éthiopie et a contribué aux progrès accomplis en vue d'atteindre les nouvelles cibles pour 2024-2025. Le BDT a codirigé, avec le PNUD, le parcours de transformation numérique pour la candidature au Fonds commun pour les Objectifs de développement durable, au nom de l'équipe de pays des Nations Unies au Sénégal. Parallèlement, l'UIT et d'autres institutions des Nations Unies (PNUD, UNOPS, ONU-FEMMES) ont rédigé la note stratégique sur la transformation numérique pour l'équipe de pays des Nations Unies au Sénégal, en vue de mobiliser des ressources pour aider le pays à accélérer son programme de transformation numérique, afin de respecter l'échéance des ODD fixés par les Nations Unies à l'horizon 2030.

• **Prise en compte des priorités régionales**: le BDT a continué de fournir une assistance technique et a mené des activités de renforcement des capacités pour favoriser le processus de transformation numérique et une connectivité efficace, tant au niveau national que régional, conformément aux initiatives régionales pour la région Afrique.

AFR 1: Appuyer la transformation numérique pour permettre une transition rapide vers une économie numérique tout en accélérant l'innovation en Afrique

• Dans le cadre du projet "Promouvoir des politiques et des réglementations propices dans les PMA", le BDT, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, a mené une étude au Nigéria sur les coûts d'exploitation de l'infrastructure des télécommunications et de la connectivité. Dans le cadre de la série d'études de cas de l'UIT sur la réglementation collaborative, le rapport intitulé "Étude sur la réglementation collaborative – Accélérer la transformation numérique du Nigéria" a été élaboré et lancé à l'occasion d'une manifestation nationale placée sous le thème "Faire avancer la transformation numérique du Nigéria grâce à la réglementation collaborative: une voie vers la réglementation de la cinquième génération".

• En République Sudafricaine, le projet "Promouvoir des politiques et des réglementations propices dans les PMA" de l'UIT et du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni a également contribué à la mise en place de la transformation numérique et de la réglementation collaborative, ainsi qu'à l'examen approfondi de la réglementation numérique dans ce pays. Le projet a également aidé à la réalisation d'une étude sur les modèles de connectivité durable et de compétences numériques pour les jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation dans les zones rurales et dans les zones défavorisées du pays.

• En collaboration avec le Ministère de la justice de l'Éthiopie, le BDT a organisé des activités de renforcement des capacités à l'intention du secteur judiciaire éthiopien. La formation dispensée a permis d'améliorer les capacités à favoriser l'utilisation et l'intégration des technologies émergentes dans le secteur judiciaire et à faire progresser la transformation numérique en Éthiopie.

• Le BDT, en collaboration avec le Ministère de l'économie numérique de Cabo Verde, a fourni une assistance technique dans le cadre d'une évaluation initiale de l'initiative "Île intelligente". Cette évaluation a contribué à identifier les services numériques prioritaires afin de faire progresser la transformation numérique dans les communautés rurales et de déployer l'initiative à plus grande échelle.

• Dans le cadre de l'Alliance de l'innovation et de l'entrepreneuriat au service du développement numérique, le BDT, en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications du Malawi (MACRA), a organisé un atelier intitulé "Service de développement d'initiatives pour la conception et la validation d'un centre d'accélération et d'un écosystème en vue de la transformation numérique intersectorielle". Le projet relatif à l'établissement du centre a fait l'objet de discussions avec les parties prenantes de l'écosystème afin d'en définir le cadre stratégique, notamment la vision, la mission, le modèle de fourniture de service, la stratégie opérationnelle, les ressources humaines, les partenariats, la mobilisation des ressources et les cadres de gouvernance.

• Le BDT, en collaboration avec l'Autorité nationale des communications du Soudan du Sud, a fourni une assistance technique en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de transformation numérique, tandis qu'un appui en vue d'une évaluation des compétences numériques à l'échelle nationale est en cours.

• Le projet pluriannuel de transformation numérique mené conjointement par le Gouvernement de l'Ouganda et l'UIT, avec l'appui financier du Fonds pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud de la Chine, a soutenu la mise en œuvre de la stratégie Digital Uganda Vision au moyen d'interventions politiques et d'activités de renforcement des capacités tournées vers l'avenir. Au titre de ce projet, le BDT a mené des mesures de transformation numérique ciblées dans le cadre des travaux concernant sept priorités de développement numérique (notamment la connectivité sur le dernier kilomètre, les lignes directrices relatives aux centres de données écologiques, les mégadonnées, la 5G et les technologies émergentes comme l'IA, et la fabrication locale d'équipements TIC, entre autres). Grâce à des cours de formation aboutissant à une certification et des activités de formation de formateurs, le projet a permis de renforcer les compétences numériques techniques et de former plus de 5 000 personnes au sein du Gouvernement ougandais, dans le but d'appuyer la

transformation numérique et de favoriser l'adoption accrue des services d'administration en ligne ainsi qu'une plus grande utilisation des TIC. Des projets pilotes concrets ont permis de mettre en œuvre des recommandations pouvant faire l'objet d'investissements ou d'un déploiement à plus grande échelle.

• **Formation sur la réglementation du numérique pour la région Afrique**: le BDT, en collaboration avec l'Arabie saoudite, la Banque islamique de développement et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume‑Uni, a organisé une formation sur la réglementation du numérique pour l'Afrique. Cette formation, organisée avec le soutien financier de la Commission des communications du Nigéria, a contribué à mieux faire comprendre aux participants l'évolution de la réglementation du numérique, l'importance de la gouvernance collaborative, les approches réglementaires souples, les mécanismes de financement du service universel et les stratégies visant à garantir un accès pour tous au numérique. Elle a doté 44 participants provenant de 15 pays (Cameroun, Comores, Gabon, Soudan, Lesotho, Nigéria, Ghana, Libéria, Sierra Leone, Gambie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo) de connaissances et de compétences approfondies en matière de politiques et de réglementation du numérique.

• **Intégration du principe de l'égalité hommes-femmes dans les politiques numériques**: un atelier de deux jours sur les éléments communs aux politiques numériques et à l'égalité hommes-femmes a été organisé à l'intention des ministères et organismes de tutelle. Il visait à étudier comment intégrer le principe de l'égalité hommes-femmes dans les politiques numériques, en mettant l'accent sur l'accès aux technologies numériques, aux compétences numériques, aux infrastructures et aux services numériques susceptibles de favoriser l'emploi des jeunes. L'atelier s'adressait aux décideurs (cadres intermédiaires), en particulier aux représentants de ministères chargés des TIC, des régulateurs des TIC et d'autres institutions connexes telles que les ministères chargés du commerce, de l'éducation, des finances, de la jeunesse et de l'égalité hommes-femmes, à la Banque centrale et aux organismes nationaux de statistiques.

• Le projet "Des compétences numériques pour l'inclusion numérique des filles et des jeunes en Afrique", soutenu par Qualcomm, a contribué à l'élaboration de nouveaux contenus techniques qui alimentent diverses plates-formes de formation, dont la section de l'Académie de l'UIT consacrée aux interventions du programme "Girls Can Code" pour les jeunes et la région Afrique.

• La Coalition d'opportunités et de thèmes sur le continent dédiée à l'innovation, à la transformation numérique, à la jeunesse et à la transformation de l'éducation a été redynamisée en 2024, afin de mieux répondre aux besoins des États Membres grâce à des actions conjointes qui rassemblent les compétences des organismes de manière coordonnée.

• Dans le cadre de cette initiative régionale, le BDT a organisé des célébrations de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC dans toute la région, ainsi que dans plusieurs pays d'Afrique, notamment en Éthiopie, au Sénégal, au Zimbabwe, en Ouganda et en Tanzanie. Ces célébrations ont consisté à échanger des données d'expérience, à présenter des offres de métiers à responsabilité dans le secteur des TIC et au-delà, et à mener des activités de formation permettant aux filles de renforcer leurs compétences numériques et d'en acquérir de nouvelles.

AFR 2: Mise en œuvre et expansion des infrastructures large bande, de la connectivité et des technologies émergentes

• Au cours de la période considérée, le BDT a lancé le projet d'analyse comparative des TIC en Afrique centrale. Financé par la Commission européenne et par le Fonds pour le développement des TIC de l'UIT, le projet a été entrepris dans plusieurs pays, à savoir l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la République du Congo, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Rwanda et Sao Tomé-et-Principe. Les données collectées contribueront à l'élaboration de recommandations ainsi qu'à l'adaptation de programmes de renforcement des capacités aux besoins et aux priorités des pays.

• En 2024, le BDT a organisé, en collaboration avec le Bureau des radiocommunications de l'UIT, un atelier sur le Tableau national d'attribution des bandes de fréquences pour la région Afrique à Addis-Abeba, en Éthiopie, afin de mettre à jour le tableau et de l'aligner sur les résultats de la Conférence mondiale des radiocommunications 2023.

• Dans le cadre de la collaboration entre l'UIT et l'ONU dans le domaine des infrastructures publiques numériques à l'appui de l'Union africaine, le BDT a contribué à l'élaboration du Plan pour l'infrastructure publique numérique africaine, et a dirigé son élaboration; il s'agit d'une initiative menée par l'UIT, le Bureau de la Conseillère spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies numériques et émergentes, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine, à l'appui de l'Union africaine et de ses États membres.

• Le BDT, en collaboration avec l'UAT, a organisé un webinaire sur l'initiative EW4ALL, dans le but de sensibiliser les pays africains à cette initiative et d'assurer une compréhension approfondie du pilier 3 de cette dernière. Le webinaire a également permis aux participants d'acquérir les connaissances et les capacités nécessaires pour mettre en œuvre des systèmes d'alerte rapide efficaces.

• Une analyse des lacunes concernant le pilier 3 de l'initiative EW4ALL a été effectuée en collaboration avec les coordonnateurs nationaux pour appuyer l'élaboration de feuilles de route nationales lors des ateliers nationaux tenus en République Centrafricaine, au Libéria, au Mozambique et aux Seychelles, en juillet et août. Le BDT, en collaboration avec la SADC, a organisé un atelier sur la mise en œuvre de modèles de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP) de la SADC et la sensibilisation à l'initiative. L'élaboration de plans NETP a débuté en Zambie, au Malawi, au Botswana, aux Seychelles, à Cabo Verde, en Gambie et en Guinée‑Bissau, afin de renforcer l'état de préparation des télécommunications d'urgence.

• En novembre 2024, le BDT a organisé un atelier de renforcement des capacités en ligne sur l'analyse de la situation des plans NETP à l'intention des pays d'Afrique de l'Ouest. Cet atelier a permis de donner aux participants les moyens de gérer les télécommunications d'urgence et d'améliorer leur compréhension de leurs plans NETP. Les parties prenantes visées par l'atelier étaient des représentants des ministères des télécommunications/TIC, des autorités de régulation, des ministères de l'intérieur, des brigades de pompiers ou encore de la Croix-Rouge.

• Le BDT, en partenariat avec l'UAT, a organisé un atelier sur les ressources satellitaires à l'intention des États Membres de l'UAT à Nairobi, au Kenya.

• Avec l'appui de la Commission européenne, l'UIT a lancé le projet de systèmes de cartographie du large bande en Afrique, qui vise à aider les pays à établir et à améliorer leurs systèmes de cartographie des infrastructures afin d'encourager l'investissement et la transformation numérique en Afrique. Doté d'un budget de 15 millions d'euros sur quatre ans, il profitera dans un premier temps à 11 pays, à savoir le Bénin, le Botswana, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Le projet a été lancé à l'occasion du Symposium mondial sur la réglementation, qui s'est tenu en Ouganda du 1er au 4 juillet 2024. Les 11 pays bénéficiaires ont tenu leur première réunion virtuelle le 30 janvier 2025, afin de discuter des principaux objectifs du projet. En outre, une réunion de lancement pour la mise en œuvre des activités du projet s'est tenue les 26 et 27 mars 2025 afin de présenter la cartographie des infrastructures de chaque pays bénéficiaire et de définir les prochaines étapes pour chaque pays.

• Dans le cadre du projet lié à l'Initiative pour les politiques et la réglementation pour le numérique en Afrique (PRIDA), l'UIT a mené des études techniques approfondies, organisé des ateliers de renforcement des capacités et offert une assistance technique aux États Membres. Parmi les principales réalisations enregistrées au cours de la période considérée figurent l'Accord sur la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique (HCM4A), signé par 46 pays, ainsi que la mise au point du logiciel HCM4A et la formation à ce logiciel.

AFR 3: Renforcer la confiance, la sûreté et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et des communications et la protection des données personnelles

• Le BDT a procédé à une évaluation nationale de l'état de préparation de l'équipe d'intervention en cas d'incident informatique (équipe CIRT) des Seychelles.

• Le BDT a organisé un exercice théorique pour l'écosystème de cybersécurité du Lesotho. Cet exercice a permis de renforcer la réflexion stratégique sur la gouvernance de la cybersécurité parmi les principales parties prenantes nationales, et de faire progresser les objectifs de la Stratégie nationale de cybersécurité du Lesotho.

• Le BDT, en collaboration avec l'Autorité ghanéenne de cybersécurité, a organisé un cyberexercice régional pour l'Afrique à Accra, au Ghana. La manifestation visait à améliorer les capacités de communication et d'intervention en cas d'incident informatique des équipes participantes et à favoriser la coopération aux fins de la lutte contre les cybermenaces. Plus de 150 participants de 29 pays africains ont pris part à une session d'une journée consacrée à l'échange de bonnes pratiques et de données d'expérience.

• En 2024, le laboratoire de sécurité des services financiers numériques de l'UIT, en collaboration avec les principales parties prenantes, a organisé des stages pratiques sur la sécurité des services financiers numériques en Éthiopie, au Lesotho et au Malawi, dans l'objectif de fournir des orientations aux régulateurs et aux fournisseurs de services financiers numériques sur la gestion de la sécurité des systèmes financiers numériques. Ces stages visaient à aider les participants à adopter les recommandations sur la sécurité des services financiers numériques élaborées par l'UIT dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI). En outre, le laboratoire de sécurité des services financiers numériques a mis sur pied un programme de transfert de connaissances pour faciliter la réalisation d'audits de sécurité sur les applications de services financiers numériques, ainsi qu'une formation sur les cadres de compétences en matière de sensibilisation des consommateurs visant à instaurer un climat de confiance dans l'utilisation des services financiers numériques.

• En décembre 2024, le BDT a organisé un atelier en ligne de renforcement des capacités judiciaires dans le domaine des TIC à l'intention des parlementaires d'Afrique de l'Ouest. Cet atelier de formation avait pour objectif de sensibiliser aux défis et aux perspectives liés au développement des TIC et d'examiner, entre autres, la cyberlégislation, la cyberrésilience, l'inclusion numérique, la souveraineté numérique, les services électroniques et les technologies émergentes, ainsi que de renforcer le rôle et la contribution des parlementaires d'Afrique de l'Ouest non seulement dans l'élaboration et l'adoption de politiques nationales et sous-régionales liées aux TIC, mais aussi dans l'adoption de projets de loi et leur application sur le terrain pour créer un environnement favorable à l'adoption des TIC dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

AFR 4: Promouvoir les technologies émergentes et les écosystèmes de l'innovation

• **En 2025, dans le cadre du projet "Construire les bases de VaMoz Digital!"**, un profil national d'innovation numérique a été établi pour le Mozambique. Dans le cadre plus large du projet, une évaluation nationale de l'environnement de la transformation numérique a également été menée afin d'éclairer les interventions ultérieures conformément au plan de travail du projet.

# AMÉRIQUES

**Le Bureau régional pour les Amériques continue de soutenir les États Membres en mettant en œuvre divers projets et initiatives dans toute la région en vue de déployer l'infrastructure des TIC, de renforcer l'inclusion numérique et l'innovation, d'accélérer la transformation numérique et d'élaborer une réglementation dans le domaine du numérique, conformément aux quatre initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations au titre de chaque initiative régionale sont les suivantes:**

AMS 1: Déploiement d'infrastructures de télécommunication/technologies de l'information et des communications modernes, résilientes, sécurisées et durables

• En partenariat avec Huawei, une étude sur le large bande fixe au service du développement des TIC pour l'Amérique latine a été préparée en 2024 et sera publiée en 2025, en vertu du cadre de coopération signé en 2023 pour appuyer la mise en œuvre des initiatives régionales.

• En Uruguay, un premier atelier pratique sur la cartographie, l'analyse et la planification de l'infrastructure des TIC a été organisé. Il a donné lieu à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un système de cartographie du large bande destiné à améliorer l'infrastructure numérique et la connectivité du pays.

• En mars 2025, un atelier sur la cartographie, l'analyse et la planification des infrastructures numériques/TIC s'est tenu à Saint-Domingue, en République dominicaine. Cet atelier a permis de renforcer les compétences théoriques et pratiques des participants en matière de collecte et d'analyse des données sur les infrastructures de télécommunication, d'identification des zones mal desservies et d'application des outils de systèmes d'information géographique (SIG). Il a également renforcé la capacité des pays à mettre en place un système de cartographie des infrastructures au niveau national.

• Un nouveau projet dans le domaine de la télévision numérique de Terre (TNT) et du service universel a été conclu en juillet 2024 entre l'UIT et le Ministère colombien des technologies de l'information et des communications. Le projet contribue à la réalisation des objectifs suivants: 1) réduire au minimum les incidences des coupures numériques sur les populations vulnérables en Colombie; 2) renforcer l'accès et le service universel en ce qui concerne la télévision. Le projet vise à aider la Colombie à mettre à jour le Plan général pour l'arrêt de la télévision analogique et à promouvoir l'accès universel à la télévision numérique. Le Guyana a organisé sa consultation nationale sur l'initiative EW4ALL en novembre 2024. Des analyses des lacunes et des plans de mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce multidangers ont été élaborés ou mis en œuvre pour les pays bénéficiaires.

• En mars 2025, l'Équateur et le Guatemala ont approuvé le plan de mise en œuvre du pilier 3 (Télécommunications) de l'initiative EW4ALL.

• L'UIT et le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) ont organisé l'atelier sur la préparation des télécommunications d'urgence dans les Caraïbes en octobre 2024. Cet atelier a permis de sensibiliser à l'initiative EW4ALL, de recenser et de combler les lacunes, de renforcer la coordination régionale, et de faciliter l'échange de connaissances.

• Un atelier régional pour l'Amérique latine intitulé "Promouvoir et mesurer la connectivité universelle et efficace" s'est tenu en avril 2025 à Saint-Domingue, en République dominicaine. Cet atelier a permis d'améliorer la prise de décisions fondée sur des données et le suivi de la connectivité universelle et efficace.

AMS 2: Amélioration et intensification des programmes de maîtrise des outils et compétences numériques et d'inclusion numérique, en particulier pour les populations vulnérables

• En partenariat avec Huawei et en étroite collaboration avec les administrations de Cuba, du Honduras, du Panama, du Paraguay et de l'Uruguay, plus de 200 petits entrepreneurs ont bénéficié de l'atelier de l'UIT sur la transformation numérique dans le cadre de l'initiative KIT numérique pour les entrepreneurs, les microentreprises et les petites entreprises. Grâce à cet atelier, le BDT aide les participants à améliorer leurs connaissances en matière de services numériques et de sécurité, et renforce ainsi les entreprises locales.

• Dans la région Amériques, un atelier régional sur la promotion et la mesure d'une connectivité universelle et efficace s'est tenu à Nassau, aux Bahamas, les 11 et 13 juin 2024, en présence de 33 participants, parmi lesquels figuraient des représentants des autorités des télécommunications des Caraïbes, des décideurs, des représentants des organismes nationaux de statistique et des entités régionales de télécommunication, ce qui témoigne des efforts de collaboration visant à améliorer l'inclusion numérique dans la région des Caraïbes. L'atelier était structuré de manière à renforcer les capacités numériques pour répondre aux impératifs de la connectivité universelle et efficace en tant que priorité politique, à présenter le projet "Promouvoir et mesurer la connectivité universelle et efficace", mis en œuvre par l'UIT et financé par l'Union européenne, et à étudier les subtilités de l'établissement de statistiques sur les TIC.

• En 2024, les célébrations liées à la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC dans la région Amériques ont connu un essor important, puisque 60 manifestations ont été organisées dans toute la région, un chiffre révélateur de l'intérêt accru des jeunes femmes pour les métiers des TIC. Ces manifestations ont notamment ouvert la voie à des possibilités de participation à des programmes de mentorat et à des ateliers sur le codage, la robotique et l'entrepreneuriat numérique, et comprenaient également des présentations inspirantes de professionnelles accomplies. Ces initiatives ont permis de doter les participantes de compétences et de les inspirer grâce au mentorat; elles prônaient également l'égalité hommes-femmes et la diversité dans le secteur des TIC.

• En partenariat avec l'OIT, le PNUD et l'UNESCO, la Banque mondiale et la Fundación Descúbreme, le Séminaire sous-régional "Priorités pour les jeunes dans le monde numérique: emploi et éducation" s'est tenu à Santiago, au Chili, en mai 2024. Il avait pour but de rassembler de jeunes intervenantes, des dirigeants du secteur des TIC et des représentants gouvernementaux de haut niveau, et de présenter l'exposition "Les femmes dans les STIM" à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information.

• En partenariat avec le régulateur local, l'Autorité des télécommunications de Trinité‑et‑Tobago (TATT) et le Ministère de la transformation numérique de Trinité‑et‑Tobago, un projet sur les compétences numériques a été lancé dans le but d'aider Trinité-et-Tobago à renforcer les capacités relatives aux incidences horizontales et verticales de la transformation numérique et de doter les citoyens des compétences numériques élémentaires, intermédiaires et avancées nécessaires pour faire face aux tendances actuelles et futures de l'économie numérique. Le projet devrait permettre de former 40 mentors et profiter à 10 000 personnes (50% d'hommes et 50% de femmes).

AMS 3: Appui efficace à la transformation numérique et aux écosystèmes de l'innovation dans le cadre de projets de connectivité modulables, financés et durables

• Dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies sur la finance novatrice au service des groupes non desservis, l'UIT, en collaboration avec les Gouvernements d'Antigua‑et‑Barbuda et de Sainte-Lucie, a mis en place un écosystème de services financiers numériques grâce à une approche exhaustive intégrant des cadres politiques, réglementaires et de cybersécurité. Plus de 65 acteurs des services financiers numériques de ces pays ont pris connaissance du kit pratique et des recommandations sur la sécurité mobile des services financiers numériques et ont renforcé leurs capacités à mener des audits sur les infrastructures de sécurité des paiements mobiles.

• Le projet Smart Seas, qui fournit des outils numériques et une connectivité, a permis d'améliorer les communications maritimes et d'aider les petits pêcheurs à préserver leur sécurité en mer à la Barbade, à la Grenade, à Saint-Vincent-et-les Grenadines et à Trinité‑et-Tobago. Le projet a également aidé les communautés à utiliser les TIC aux fins du développement socio-économique.

AMS 4: Mise en place d'environnements politiques et réglementaires propices pour connecter les personnes qui ne le sont pas encore grâce à des télécommunications/technologies de l'information et des communications accessibles et abordables qui favorisent la réalisation des Objectifs de développement durable et le passage à une économie numérique

• À Saint-Kitts-et-Nevis et en Dominique, un atelier sur l'élaboration d'un cadre politique et législatif pour l'identification électronique a été organisé, dans le but de renforcer les compétences en matière d'élaboration de politiques et de réglementations. Cet atelier a

contribué à favoriser l'accès d'un plus grand nombre de personnes aux applications en ligne et aux services numériques et à instaurer un climat de confiance dans l'utilisation de ces applications et services.

• Dans le cadre du projet "Bac à sable réglementaire pour l'Amérique centrale et la République dominicaine", mené en partenariat avec l'Union européenne, le BDT continue de fournir une assistance technique en matière d'innovation réglementaire au Panama, au Honduras, à la République dominicaine, à El Salvador, au Belize et au Guatemala.

• Au Paraguay, un nouveau projet a été signé avec CONATEL en vue de fournir une assistance technique pour la mise en œuvre de l'étude d'impact de la réglementation dans le cadre réglementaire du pays.

# ÉTATS ARABES

**Le Bureau régional pour les États arabes continue de mener divers projets et initiatives dans toute la région en vue d'accélérer la transformation numérique et de promouvoir une économie numérique durable. Dans le droit fil des cinq initiatives régionales définies dans le Plan d'action de Kigali, les actions menées sont axées sur le renforcement des économies numériques, la cybersécurité, le développement des villes intelligentes, la promotion de l'innovation et la formulation de cadres réglementaires pour le numérique. Les principales activités et réalisations au titre des initiatives régionales, qui témoignent de la volonté de l'UIT de faire progresser les télécommunications et la technologie dans la région des États arabes, sont les suivantes:**

ARB 1: Parvenir à une économie numérique durable grâce à la transformation numérique

• Dans le cadre de l'initiative "Generation Connect Youth Envoys" (GCYE), 36 jeunes âgés de 18 à 24 ans, dont 39% de femmes, ont été désignés par dix États Membres (Bahreïn, Comores, Égypte, Iraq, Jordanie, Arabie saoudite, Tunisie, Émirats arabes unis, Yémen, République de Palestine) pour former la nouvelle cohorte de représentants de l'initiative pour 2024. Cette initiative vise à renforcer la participation des jeunes aux travaux de l'UIT.

• La manifestation de passage de témoin, qui s'est tenue en juillet 2024 dans la région des États arabes, a servi de cadre essentiel pour les discussions sur les initiatives et priorités régionales des États arabes et a souligné l'importance de la participation des jeunes à l'innovation numérique. Parmi les principaux points à retenir figurent la nécessité d'une participation active aux manifestations de l'UIT, l'importance des activités de mentorat menées par les anciens de l'initiative Generation Connect et les possibilités de nouer des partenariats plus forts pour stimuler des initiatives porteuses d'effets dans le domaine des TIC dans la région. Les informations ainsi recueillies contribueront à la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse.

• La manifestation de passage de témoin et l'atelier ICodi ont permis de renforcer les capacités des représentants arabes de l'initiative GCYE, ce qui les a conduits à participer activement à des évènements régionaux et mondiaux, notamment au Forum mondial de l'innovation.

• Le BDT a facilité les consultations régionales des représentants de l'initiative GCYE, et a établi un rapport final qui met en évidence les points de vue, les intérêts, les préoccupations et les perspectives desdits représentants sur des questions liées aux TIC qui sont importantes pour le développement éducatif et socio-économique de la jeunesse arabe dans le cadre du processus de transformation numérique régional et mondial.

• En Jordanie, une étude d'évaluation de l'environnement propice aux technologies immersives a été menée en partenariat avec le Ministère de l'économie numérique et de l'entrepreneuriat et la CESAO. L'étude a analysé les forces, les faiblesses, les possibilités et les menaces pour l'écosystème dans le but de créer de nouveaux emplois dans ce secteur en plein essor et de formuler des recommandations stratégiques à cet égard.

• Dans le cadre de l'initiative Govstack, une assistance a été fournie à la Mauritanie, à la Somalie et à Djibouti, afin de renforcer la capacité de ces États Membres à tester des cas d'utilisation et à mettre en œuvre des services d'administration en ligne.

ARB 2: Renforcer la confiance, la sécurité et la confidentialité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et des communications à l'ère des technologies nouvelles et émergentes

• En collaboration avec le Centre national pour la cybersécurité (NCSC) du Royaume de Bahreïn, un atelier régional sur la gestion de la cybersécurité a été organisé. L'objectif principal de cet atelier était de faire connaître aux participants les différents rôles et responsabilités liés à la gestion des crises en cas de cyberattaque.

• Un atelier sur l'Indice mondial de cybersécurité (GCI) a été organisé au NCSC du Royaume de Bahreïn. Cet atelier visait à renforcer les capacités des États Membres afin de leur permettre de contribuer de manière proactive au GCI.

• En collaboration avec la CESAO, l'Organisation arabe des technologies de l'information et des communications et l'Internet Society, un atelier sur l'instauration de la confiance dans les services d'administration en ligne a été organisé afin de présenter des stratégies concrètes pour améliorer la cybersécurité.

• Des cyberexercices et des formations techniques ont été organisés afin de renforcer la culture de la cybersécurité dans les États arabes.

• En collaboration avec le Royaume d'Arabie saoudite, le BDT a lancé diverses initiatives en matière de cybersécurité, notamment des ateliers et des formations sur la réglementation numérique et la cybersécurité, en vue de renforcer la préparation à la cybersécurité et de souligner son importance dans le paysage mondial des télécommunications.

• En 2024, le premier cyberexercice mondial, qui s'est tenu à Dubaï, a enregistré une participation record de plus de 104 pays, notamment des représentants de ministères et du secteur privé, des régulateurs et d'autres parties prenantes. Un nouveau record du monde a été enregistré dans le livre Guinness des records.

• Au Liban, un projet national consacré à la protection en ligne des enfants, qui s'inscrit dans le cadre du projet mondial de protection en ligne des enfants, a été conçu en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale connexe à l'horizon 2025. La stratégie nationale aidera le Gouvernement libanais à définir les domaines prioritaires essentiels pour améliorer l'environnement favorable à la protection en ligne des enfants.

ARB 3: Développer l'infrastructure numérique au service des villes et des communautés intelligentes et durables

• Dans le cadre du projet mondial sur les plans NETP, de l'initiative EW4ALL et de l'initiative Connect2Recover, le BDT a mené des actions porteuses de transformation visant à renforcer les télécommunications d'urgence aux Comores, à Djibouti, en Mauritanie, en Somalie et en Libye. Aux Comores, des ateliers ont permis de faciliter le déploiement de l'initiative EW4ALL, grâce à l'élaboration d'une feuille de route pour la période 2024‑2027 ainsi que d'un plan NETP personnalisé et à la réalisation d'une évaluation des systèmes d'alerte rapide. Djibouti a mis au point son plan NETP ainsi que ses mécanismes de coordination, et a également adopté une feuille de route concernant l'initiative EW4ALL pour la période 2024-2027. En Somalie, des ateliers ont permis d'améliorer la préparation aux situations d'urgence grâce à la mise en œuvre d'un plan NETP, à une formation sur le Protocole d'alerte commun (PAC) et à la fourniture d'une documentation relative aux solutions d'alerte rapide efficaces. En Libye et en Mauritanie, des projets de plans NETP ont été élaborés. Tous ces projets ont renforcé les capacités des États Membres à mettre en œuvre des cadres de télécommunications d'urgence résilients et souples.

• La mise en œuvre du projet signé entre l'UIT et l'Autorité nationale de régulation des télécommunications de l'Égypte (NTRA) en 2024 se poursuit. Elle vise notamment à élaborer un cadre d'évaluation des villes et communautés intelligentes et durables adapté à l'Égypte.

• Un forum national sur le thème "5G et au-delà: favoriser des villes et communautés intelligentes et durables en Égypte" a été organisé en décembre 2024 au Smart Village, en Égypte. Ce forum a rassemblé des experts, des décideurs, des dirigeants du secteur et des parties prenantes du monde entier, et a abouti à des résultats concrets, en mettant l'accent sur l'exploitation du potentiel de transformation de la 5G et des technologies émergentes pour favoriser un développement urbain intelligent et durable et promouvoir la coopération et l'innovation pour un avenir plus connecté.

ARB 4: Renforcer les capacités et encourager l'innovation, l'entrepreneuriat et l'anticipation dans le domaine du numérique

• Afin de renforcer les écosystèmes de l'innovation, le BDT a établi un profil d'innovation numérique pour Bahreïn et élabore actuellement des profils pour le Qatar et la Jordanie. Les profils d'innovation numérique visent à recenser les défis auxquels se heurte l'écosystème de l'innovation numérique et à fournir des recommandations essentielles pour améliorer l'écosystème numérique conformément aux objectifs de développement nationaux.

• En Tunisie, quelque 200 employés du secteur public ont reçu une formation sur un éventail de compétences numériques grâce à l'Académie de l'UIT, dans le cadre d'un projet conjoint avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ).

• Dans le cadre d'un partenariat avec l'Autorité de régulation des télécommunications et des services d'administration en ligne des Émirats arabes unis (TDRA) visant à encourager l'idéation et l'innovation au titre de l'initiative iCodi, un atelier iCodi régional a été organisé à Dubaï. Celui-ci a facilité l'élaboration d'une analyse prospective stratégique régionale et a permis de recenser les priorités régionales sur la base de cette analyse. Trois des représentants arabes de l'initiative GCYE ont pris une part active à cet atelier, ce qui a permis de prendre en compte les points de vue et les priorités de la nouvelle génération.

ARB 5: Élaborer des moyens pour réglementer le numérique

• En février et juillet 2024, des ateliers collaboratifs nationaux sur la réglementation du numérique ont été organisés à Oman et au Qatar, respectivement. Ces ateliers portaient sur l'évolution de la réglementation des TIC ainsi que sur l'application du cadre unifié de

l'UIT et des indicateurs réglementaires; ils ont contribué à approfondir les connaissances des parties prenantes concernant les outils réglementaires propres à appuyer la formulation et l'évaluation de politiques efficaces dans les deux contextes.

• Le BDT a réalisé une analyse nationale de la réglementation numérique collaborative pour Oman, et achève actuellement son analyse pour le Qatar. Ces analyses visent à examiner les incidences de la gouvernance collaborative et des outils réglementaires avancés sur la gestion des marchés des TIC et du numérique, et offrent des perspectives concrètes pour renforcer les écosystèmes réglementaires des deux pays.

• La deuxième phase de l'examen et de l'analyse du marché des TIC et du cadre réglementaire de tarification pour l'Autorité syrienne de régulation des postes et des télécommunications (SyTPRA) a été menée à bien; le Ministère et le régulateur ont ainsi reçu des indications pour mettre en forme définitivement les résultats de l'examen du marché et formuler des recommandations concernant la réglementation relative à la tarification des services TIC. En 2024, le BDT a organisé un atelier multipartite national virtuel, auquel ont participé tous les opérateurs de réseaux mobiles, les fournisseurs de services Internet en Syrie et d'autres représentants de premier plan, afin d'étudier le contexte et d'encourager la collaboration.

• Le BDT a dirigé plusieurs sessions dans différents pays, en privilégiant en particulier les PMA, afin d'examiner l'outil de suivi réglementaire de l'UIT et les cadres de référence pour la réglementation de cinquième génération. Ces sessions ont permis d'approfondir les connaissances des participants concernant ces outils de l'UIT et leur application pour faire progresser la réglementation numérique.

• En novembre 2024, l'UIT a signé un addendum au projet avec l'Arabie saoudite, afin d'intensifier ses efforts en matière de renforcement des capacités, renforçant ainsi le soutien apporté aux États Membres de l'UIT. Cet addendum est stratégiquement conçu pour améliorer les compétences en matière de réglementation et de transformation numériques, tout en garantissant la conformité avec les bonnes pratiques mondiales. Dans le cadre de cette initiative, des formations ciblées et des activités de partage des connaissances sont proposées afin de doter les décideurs et les régulateurs des compétences nécessaires pour gérer l'évolution du paysage numérique. Grâce à la promotion de la coopération et au renforcement des capacités institutionnelles, le projet doit permettre de faire progresser durablement la gouvernance numérique dans plusieurs pays.

# ASIE-PACIFIQUE

**Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique continue de collaborer activement à la mise en œuvre de plusieurs projets et activités dans l'ensemble de la région, principalement en fournissant un appui aux États Membres dans le cadre de partenariats multipartites visant à accélérer la transformation numérique et le passage à l'économie numérique, à renforcer les compétences numériques et à favoriser la coopération en vue d'améliorer la connectivité, conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations sont les suivantes:**

ASP 1: Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement, y compris des pays insulaires du Pacifique, et des pays en développement sans littoral

• Avec l'appui du Ministère australien de l'infrastructure, des transports, du développement régional, des communications et des arts, un projet de rapport sur l'évaluation des besoins et l'étude de faisabilité a été élaboré, partagé et examiné avec les Membres de l'UIT dans la région Pacifique. En outre, l'[atelier sur la transformation numérique dans la région du Pacifique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2024/Workshop%20on%20Digital%20Transformation%20for%20the%20Pacific/Workshop-on-Digital-Transformation-for-the-Pacific-.aspx), qui s'est tenu du 12 au 14 février 2025 à Suva, aux Fidji, a permis de sensibiliser à la transformation numérique et de recueillir de nouvelles contributions sur le projet de rapport sur l'étude de faisabilité.

• L'UIT a dirigé un projet de transformation visant à renforcer la résilience des communautés en Micronésie, avec le soutien du Fonds commun pour les Objectifs de développement durable. Dans le cadre de ce projet, Nauru, Kiribati et les États fédérés de Micronésie ont reçu une assistance en vue d'élaborer des projets de stratégies numériques. La mise en œuvre du programme relatif aux îles intelligentes s'est poursuivie à Kiribati, en République des Îles Marshall, à Palau, à Nauru et dans les États fédérés de Micronésie, avec notamment le lancement d'un pôle numérique dans les Îles Marshall et le renforcement des compétences numériques dans les cinq pays.

• Des activités de sensibilisation et de renforcement des compétences numériques ont été menées auprès de plus de 2 200 personnes à travers les cinq pays de Micronésie, tandis que les responsables gouvernementaux et les parties prenantes ont pu renforcer leurs capacités en matière de transformation numérique et de cybersécurité.

• En Papouasie-Nouvelle-Guinée, une stratégie de cyberagriculture a été élaborée au niveau des provinces, tandis qu'un système d'information de gestion agricole est en cours d'élaboration en coopération avec la FAO. En outre, sept centres de ressources ont été créés dans les provinces du Sepik oriental et occidental et 1 264 entrepreneurs ont vu leurs capacités renforcées grâce à plus d'une dizaine de formations en ligne via une plate‑forme de gestion de l'apprentissage.

• Le renforcement du partenariat avec les organismes de l'ONU (notamment les équipes de pays des Nations Unies), les organisations régionales (ASEAN, PITA, ISOC) et les établissements universitaires a permis de faciliter l'obtention d'un financement auprès d'autres entités, comme le Fonds commun pour les Objectifs de développement durable et la BAsD, et d'attirer des partenaires nationaux.

• Les connaissances acquises ont été partagées (et continuent de l'être) dans le cadre d'importantes plates-formes, notamment le G20 (Indonésie-22), le Forum stratégique et l'Assemblée générale annuelle de la PITA, les sites web de l'UIT, le RDF-ASP et des ateliers nationaux.

ASP 2: Tirer parti des technologies de l'information et des communications pour favoriser l'économie numérique et des sociétés numériques inclusives

• Au Pakistan, des villages intelligents ont été créés à Gokina et à Sambriyal en partenariat avec Huawei Technologies Co. Ltd. Outre le développement de la connectivité rurale, le projet a permis d'améliorer les compétences numériques et d'accéder à toute une série de services, tels que l'éducation et la santé numériques, afin de soutenir les communautés rurales et isolées, et plus particulièrement les populations vulnérables. Un troisième village intelligent est prévu à Swabi en 2025.

• Les programmes conjoints, dans le cadre de projets menés dans le Pacifique et financés par le Fonds commun pour les Objectifs de développement durable, ont franchi des étapes majeures dans la promotion de politiques relatives au numérique et le développement des infrastructures et des compétences numériques aux Fidji, aux Îles Salomon, aux Tonga et au Vanuatu, favorisant l'accélération de la réalisation des ODD en Micronésie. Aux Tonga et au Vanuatu, le cadre politique a notamment été amélioré grâce à une assistance directe axée sur le partage des infrastructures et les politiques d'accès et de service universels.

• La réalisation d'évaluations complètes des besoins locaux à Ovaka et Hunga, aux Tonga, et à Rotuma, aux Fidji, ont permis de dégager des lacunes en matière de connectivité large bande, d'accessibilité financière, de compétences numériques et de services, ce qui a donné lieu à des rapports décisionnels visant à orienter la mise en œuvre.

• 1 796 membres de la communauté (dont 982 femmes) ont bénéficié d'une formation visant à renforcer leur aptitude à se servir des outils numériques à Rotuma, aux Fidji, à Hunga, aux Tonga, et à South Malekula, au Vanuatu. Des formations aux compétences numériques ont également été dispensées dans le village de Choiseul Bay et à Auki aux Îles Salomon, ainsi qu'à Nukufetau, aux Tuvalu.

• Des salles de classe intelligentes ont été mises en place à South Malekula, au Vanuatu, à Hunga, aux Tonga, et à Rotuma, aux Fidji, afin de transformer l'apprentissage en ligne, d'adopter des systèmes de paiement en ligne et de donner accès aux soins de santé grâce aux téléconsultations.

• La mise en place d'îles intelligentes à Maprik, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à South Malekula, au Vanuatu, et à Rotuma, aux Fidji, a permis de faciliter l'accès aux services numériques, notamment grâce à l'évaluation des besoins des îles et au renforcement des compétences numériques.

• Les États Membres de l'UIT ont reçu une assistance visant à améliorer leur utilisation des TIC grâce à l'élaboration de tableaux de bord numériques faisant intervenir l'ensemble de l'administration publique (Bhoutan), à l'adoption de l'approche des îles intelligentes en matière de développement numérique au niveau communautaire (Samoa, Vanuatu) et au renforcement de l'inclusion numérique des personnes handicapées, ainsi que grâce aux initiatives menées dans la région Asie-Pacifique dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC.

• Des politiques et des stratégies nationales relatives à la transformation numérique et à l'administration en ligne ont été élaborées pour Samoa et Vanuatu.

ASP 3: Promouvoir le développement des infrastructures pour améliorer la connectivité numérique et connecter ceux qui ne le sont pas encore

• L'évaluation des lacunes nationales en ce qui concerne la résilience, la préparation, l'accessibilité des services et l'initiative EW4ALL s'est achevée pour les Tonga et les Îles Salomon, tandis que des évaluations similaires sont en cours de validation par les parties prenantes nationales pour Kiribati, Samoa et les Maldives.

• Des études (étude du G20 et de l'UIT-ISOC, évaluation des besoins pour les îles intelligentes, amélioration de l'accessibilité des infrastructures numériques) ont facilité et encouragé le développement de l'infrastructure numérique dans les zones rurales et isolées.

• Huit missions d'assistance technique et d'évaluations ont été menées à bien aux Tonga (qualité de service/expérience dans l'infrastructure de télécommunication, avec un accent particulier sur les indicateurs clefs de performance (KPI) pour assurer la résilience de l'infrastructure), en Mongolie (évaluation de la préparation à l'itinérance), au Sri Lanka (accès abordable aux TIC grâce au partage des infrastructures), au Népal, au Bhoutan, au Lao et aux Philippines (analyse des lacunes et recommandations politiques visant à accroître l'accessibilité des services et la résilience de l'infrastructure de télécommunication), ainsi qu'aux Fidji (évaluation du modèle de transmission de la télévision numérique pour les Fidji). Une étude sur la résilience des infrastructures nationales liées aux TIC, qui avait pour objectif d'examiner l'évaluation des lacunes en Asie-Pacifique, a également été réalisée. Les principales conclusions tirées de ces évaluations ont été partagées lors d'évènements régionaux tels que le Sommet asiatique des médias de 2024.

• Six évènements, à savoir le [séminaire RRS-22 ASP](https://www.itu.int/en/ITU-R/seminars/rrs/RRS-22-Asia-Pacific/Pages/default.aspx), le [séminaire LMC ASP](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2022/LMCASP22/main.aspx), le [séminaire UIT‑PITA sur la préparation des télécommunications d'urgence et les tests de résilience des infrastructures TIC](https://events.pita.org.fj/PITAStrategyForum2023), le [séminaire AMS 2023](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2023/Asia-Media-Summit-(AMS).aspx), le [séminaire sur la radiodiffusion et les systèmes d'alerte précoce multidangers 2024](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2024/Masterclass_AMS/main.aspx), et le [séminaire de l'UIT et du Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral (ITTLLDC) sur les services par satellite, les cadres réglementaires nationaux et les partenariats](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2024/ITU-ITTLLDC%202024/main.aspx), tenu du 1er au 2 octobre 2024 à Oulan-Bator, en Mongolie, ont permis de renforcer les compétences et les capacités techniques de plus de 226 participants.

ASP 4: Créer un environnement politique et réglementaire propre à accélérer la transformation numérique

• L'UIT a contribué au Guide de l'ASEAN sur la gouvernance et l'éthique de l'IA, qui fournit des lignes directrices visant à promouvoir une IA conforme à l'éthique pour la sous-région. Au total, 1 231 parties prenantes (898 en personne et 337 en ligne) ont pris part à des activités d'assistance technique, à des programmes d'échanges, à des réunions, à des évènements et à des dialogues consultatifs. En outre, l'UIT a élaboré le rapport de recherche sur les politiques d'IA tenant compte des questions de genre en Asie du Sud-Est, avec l'aide de l'UNU Macao. En décembre 2024, le groupe LinkedIn "Women AI Policy Network in Southeast Asia" comptait 238 membres, dont 196 femmes.

• Le cadre technique de l'ASEAN pour un cybergouvernement a été élaboré dans le cadre d'une vaste consultation, avant d'être approuvé par les ministres chargés du numérique dans la région lors de l'ADGMIN 2025 (janvier). Un atelier de renforcement des capacités a été organisé à l'intention des États Membres de l'ASEAN sur l'approche pangouvernementale de la transformation numérique de l'administration à l'aide de GovStack, ainsi que sur d'autres sujets connexes tels que l'identité numérique, les paiements et le rôle des médiateurs de l'information.

• L'assistance directe fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en ce qui concerne GovStack s'est poursuivie, notamment pour ce qui est de l'identité numérique et des composantes connexes comme les flux de travail et les paiements, parmi d'autres composantes de GovStack. Des sessions de renforcement des capacités sont en cours pour les équipes existantes et les nouvelles équipes, avec environ 400 parties prenantes issues de différents secteurs.

• Une aide a également été fournie à la République démocratique populaire lao en vue de l'élaboration du tableau de bord du Cabinet du Premier Ministre (en cours), tandis que des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés à l'intention des équipes du Centre d'administration en ligne (DGC) sur GovStack.

ASP 5: Contribuer à la mise en place d'un environnement des technologies de l'information et des communications fiable et solide

• Plusieurs pays ont bénéficié d'une aide pour renforcer leurs capacités en matière de télécommunications d'urgence (Fidji) et de cybersécurité (Kiribati, Maldives, Bhoutan, Inde, Pakistan, ASEAN).

• En 2024, le plan NETP pour les Fidji a été mis à jour et présenté au Groupe national des télécommunications d'urgence du pays.

• En janvier 2025, le plan NETP pour les Tuvalu a été élaboré en consultation avec les parties prenantes.

• Des ateliers de consultation des parties prenantes du secteur public et du secteur privé ont été organisés en Thaïlande.

• En mars 2025, une étude sur la faisabilité d'une solution commune de diffusion cellulaire pour les PEID du Pacifique a été lancée. L'étude portera sur l'applicabilité de la mise en œuvre d'une solution de diffusion cellulaire abordable pour soutenir la diffusion d'informations dans le cadre d'alertes rapides.

# COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS (CEI)

**Le Bureau régional pour la Communauté des États indépendants continue de mettre en œuvre des projets et des initiatives dans toute la région, en aidant les États Membres à mieux faire connaître les technologies 5G et leur déploiement, à améliorer la réglementation numérique et les données relatives aux TIC, à réagir aux incidents de cybersécurité et à accélérer le processus de transformation numérique et les villes et les communautés intelligentes, conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations au titre de chaque initiative régionale sont les suivantes:**

CEI 1: Développer les infrastructures pour promouvoir l'innovation et les partenariats dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles technologies – Internet des objets, y compris l'Internet industriel, villes et communautés intelligentes, réseaux de communication 5G/IMT-2020 et réseaux de prochaine génération NET-2030, technologies quantiques, intelligence artificielle, santé numérique, compétences numériques et protection de l'environnement

• Dans le cadre du projet pilote sur les réseaux ruraux en Arménie, le BDT continue de stimuler la connectivité et d'encourager l'innovation, le développement durable et les possibilités de participation sociale afin d'appuyer la connectivité rurale en Arménie, grâce à la conception technique, au renforcement des capacités, au déploiement des réseaux et à la mobilisation communautaire. Un plan détaillé a été élaboré en collaboration avec les parties prenantes nationales et les autorités locales, visant à connecter les communautés rurales de sept villages de la région d'Ararat. Ce projet a permis de déployer 10 610 mètres de réseau large bande par câble optique à 24 fils et 3 860 mètres de câble optique à 8 fils. Une série de formations ont été organisées pour présenter les avantages du réseau large bande aux membres des communautés connectées.

• Le projet relatif au Centre international de recherche, de développement et de test (IRDTC) continue de garantir la réalisation de tous les résultats escomptés d'ici à la fin de l'année 2025. Les travaux sont axés sur les exigences de certification de l'IRDTC, la réalisation d'échantillons de test et la création d'un réseau d'établissements universitaires en vue de soutenir les partenariats dans la recherche et l'adoption de technologies nouvelles et émergentes.

CEI 2: Cybersécurité et protection des données personnelles

• Un projet conjoint UIT-Banque mondiale sur le renforcement de la cybersécurité au Kirghizistan par l'innovation et la coopération est en cours de mise en œuvre. Au cours de l'année 2024, un système de surveillance centralisé complet a été défini et approuvé, tirant parti des capacités avancées de T-Pot, un environnement de leurre (honeypot) à code source ouvert. Ce système permet de détecter et d'analyser les cybermenaces sur l'ensemble du réseau, donnant au Kirghizistan des moyens de cyberdéfense proactifs. À l'appui de cette innovation, un modèle standard détaillé du site de surveillance a été créé, comprenant les spécifications des équipements, les configurations des infrastructures et les conditions optimales pour l'installation. Il s'agit notamment d'exigences strictes en matière d'alimentation électrique, de ventilation et de sécurité pour assurer un fonctionnement sans faille. Le développement du capital humain fait partie intégrante de cette initiative. En collaboration avec les parties prenantes nationales, des spécifications techniques et de la documentation pour le déploiement de capteurs dans les organisations cibles ont été élaborées, et un appel d'offres pour leur installation a été mené à bien. Ces travaux sont en cours et le projet devrait être achevé en 2025.

• Avec l'appui de la Banque centrale d'Arménie et du Ministère arménien de l'industrie de haute technologie, le BDT et l'Agence des systèmes d'information d'Arménie (ISAA) ont organisé avec succès le premier cyberexercice national pour l'Arménie. Cet exercice, qui s'est déroulé à Erevan, a rassemblé plus de 200 professionnels issus des pouvoirs publics, des universités et des secteurs des infrastructures essentielles, et visait à renforcer les capacités du pays en matière de cybersécurité ainsi qu'à favoriser la coopération intersectorielle.

CEI 3: Créer un environnement juridique et réglementaire favorable pour accélérer la transformation numérique

• L'UIT a organisé une formation régionale sur le suivi de la connectivité universelle et efficace au moyen de statistiques sur les TIC à Tachkent, en Ouzbékistan. Cette formation a permis d'examiner le concept de connectivité universelle efficace et la manière de l'intégrer dans les politiques numériques nationales, de renforcer les ressources statistiques de chaque pays de la région en vue de la production et de la diffusion de données statistiques pertinentes, et d'utiliser les données pour dégager des bonnes pratiques et des recommandations en matière de politiques. Elle a rassemblé plus de 80 participants, parmi lesquels des décideurs chargés des politiques et des stratégies nationales pour la connectivité numérique, des responsables et spécialistes chargés de la mesure du développement des télécommunications/TIC des ministères, des organismes nationaux de statistique, des régulateurs, des opérateurs de télécommunication, des instituts de recherche et d'autres organisations compétentes des pays de la CEI. Les participants ont pu se familiariser avec le concept de connectivité universelle efficace et

au nouvel impératif politique; se former aux normes statistiques en matière de TIC; et examiner l'état des statistiques relatives aux TIC dans les pays de la CEI, tant au niveau national qu'au niveau régional.

• Une assistance spécialisée a été fournie à certains pays de la région de la CEI. En avril 2024, un atelier national intitulé "Le développement numérique axé sur les données: échange de données d'expérience sur la collecte, l'analyse et la diffusion de données relatives aux télécommunications/TIC" a été organisé au Kirghizistan et a permis à plus de 30 représentants du Ministère du développement numérique et de la Commission nationale des statistiques d'approfondir leurs connaissances dans ce domaine. En mars 2025, un autre atelier national intitulé "Outils à l'appui de l'élaboration de politiques et de réglementations industrielles: statistiques sur les TIC et évaluation de la qualité de la fourniture de services" a été organisé en Arménie à l'intention de représentants des autorités politiques, réglementaires et statistiques. Au cours de ces deux formations, les représentants nationaux, avec l'aide d'experts de l'UIT, ont examiné les approches nationales en matière de collecte de données et les méthodologies existantes, abordé les lacunes et les difficultés rencontrées, et formulé des recommandations sur les données relatives aux ménages et à l'administration.

• Afin d'aider davantage les États Membres à faire progresser les services numériques, un accord-cadre de coopération et un projet intitulé "Coopération en matière d'administration en ligne dans les pays d'Asie centrale et du Caucase" ont été signés entre l'UIT et la National Information Technology JSC de la République du Kazakhstan. Le projet bénéficie du soutien de la Banque eurasienne de développement.

CEI 4: Compétences numériques et accessibilité des technologies de l'information et des communications pour la population, en particulier pour les personnes handicapées

• **Évaluation des compétences numériques en Azerbaïdjan**. Initiée par le Ministère du développement numérique et des transports de l'Azerbaïdjan, en collaboration avec le BDT, l'évaluation vise à dresser un bilan des compétences numériques du pays et à déterminer le niveau actuel d'habileté numérique ainsi que les lacunes persistantes en la matière. Près de 35 000 personnes faisant partie d'un échantillon aléatoire de ménages issus de 13 régions économiques de l'Azerbaïdjan ont été interrogées dans le cadre de cette évaluation. Les recommandations formulées au terme de l'évaluation permettront au Gouvernement azerbaïdjanais de concevoir et de planifier des interventions, des politiques ou des stratégies pertinentes, applicables au niveau national ou régional et axées sur le renforcement des compétences numériques. Cette évaluation est la première à mettre en œuvre l'indicateur sur les compétences numériques de l'UIT au niveau individuel, ce qui constitue un premier pas vers des données plus facilement comparables au niveau international. En outre, les recommandations figurant dans le [rapport sur l'évaluation des compétences numériques](https://www.itu.int/pub/D-PHCB-CAP_BLD.05-2024/fr) servent désormais de base à la conception et à la planification des interventions, des politiques et des stratégies futures, y compris des activités sectorielles, des campagnes de sensibilisation et des activités de communication. Elles aident d'ores et déjà les décideurs au niveau national à mieux gérer le capital humain en mettant l'accent sur le développement d'un large éventail de compétences numériques.

• **Accessibilité numérique grâce aux technologies avancées**. Un atelier régional intitulé "Technologies avancées au service de sociétés durables, inclusives et accessibles" s'est tenu à Minsk, au Bélarus. Organisé en collaboration avec le BDT, l'Académie des communications du Bélarus et l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation, et avec le soutien du Ministère des communications et de l'informatisation de la République du Bélarus, cet atelier a servi de cadre régional pour la promotion de l'accessibilité des TIC et des compétences numériques, le renforcement de l'inclusion numérique et l'autonomisation de tous, indépendamment de l'âge, du sexe, des capacités ou de la localisation géographique. Grâce à l'échange de bonnes pratiques, l'atelier a permis d'assurer une meilleure compréhension, pour les parties prenantes, des politiques et stratégies d'inclusion numérique ainsi que des capacités nécessaires à la mise en œuvre de programmes éducatifs pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers.

• **Soutien aux jeunes par le biais de formations aux start-up**. En 2024, le BDT a organisé deux concours d'idées à l'intention des étudiants et des jeunes entrepreneurs de l'Université technique nationale de la République kirghize. Plus de 70 étudiants ont participé à la formation au cours de laquelle ils ont présenté des projets de start-up dans des domaines tels que l'agrotechnologie, la logistique, l'éducation, la technologie RH et le tourisme, entre autres. La formation a permis de faire émerger des idées conçues par les étudiants, de créer des versions simplifiées de modèles d'entreprise et d'élaborer des présentations commerciales. Entre février et avril 2025, des programmes similaires ont été déployés au Kazakhstan, en partenariat avec l'Université d'ingénierie et d'économie de Kostanaï, et au Kirghizistan, conjointement avec l'Université technique nationale de la République kirghize, toutes deux membres de l'Académie de l'UIT.

CEI 5: Créer des villes et des communautés intelligentes

• Le BDT a poursuivi sa collaboration avec l'Académie nationale des télécommunications du Bélarus, avec l'appui du Ministère des communications et de l'informatisation de la République du Bélarus, dans le cadre d'un programme conjoint intitulé "Développement numérique des unités administratives et territoriales". Outre les deux ateliers organisés, le BDT, aux côtés de ses partenaires au Bélarus, a organisé un hackathon dans le but de favoriser l'entrepreneuriat auprès des étudiants et des jeunes, de susciter de nouvelles idées et approches et de nouveaux projets pilotes pour mettre en œuvre le concept de ville intelligente. Cette manifestation a été organisée en deux temps aux mois d'octobre et de novembre 2024: 1) des formations en ligne et des consultations personnelles avec des mentors ont été organisées, à la suite desquelles des équipes d'étudiants ont conçu des idées de start-up, élaboré des modèles économiques, réalisé des produits minimums viables et présenté des projets; 2) les projets définitifs ont été présentés. Les projets de start-up participant au hackathon portaient sur des solutions dans les domaines suivants: infrastructures urbaines, transport et logistique, mégadonnées et IA, économie verte, inclusion et environnement adaptatif.

• Une assistance spécialisée a été fournie à la municipalité de Bichkek, capitale de la République kirghize, pour l'aider à évaluer et à déployer des solutions pertinentes pour les villes intelligentes.

# EUROPE

**Le Bureau régional pour l'Europe a participé à diverses activités de coordination régionale en fournissant un appui aux États Membres, essentiellement pour faciliter le développement numérique et renforcer les possibilités de coopération dans les domaines de la cybersécurité, de la résilience, de l'innovation, de l'inclusion numérique, de la réglementation et du développement des compétences numériques, conformément aux initiatives régionales énoncées dans le Plan d'action de Kigali. Les principales activités et réalisations au titre de chaque initiative régionale sont les suivantes:**

EUR 1: Développement de l'infrastructure numérique

• Trois plates-formes régionales, à savoir le Forum régional sur la réglementation organisé conjointement par l'UIT et l'Agence des communications électroniques et des services postaux (EKIP) au Monténégro, la Conférence internationale sur la réglementation pour l'Europe en Macédoine du Nord, et la Conférence sur le Techritoire de la 5G en Lettonie, ont permis de réunir chaque année plus de 800 parties prenantes d'Europe et d'ailleurs. Ces rencontres ont contribué à renforcer le cadre réglementaire et à créer une communauté de régulateurs plus étroitement liés les uns aux autres et dotés des connaissances, des bonnes pratiques et des outils pratiques nécessaires pour appréhender l'évolution du paysage numérique.

• La coopération avec l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE), le Réseau des régulateurs des communications électroniques du partenariat oriental (EaPeReg) et le Groupe euro-méditerranéen des régulateurs (EMRG) a été encore renforcée. Les mémorandums d'accord signés en 2023 avec l'EaPeReg et l'EMRG ont fourni un cadre de coopération solide, entraînant une série de mesures visant à faire progresser la mise en œuvre de l'initiative régionale. Il s'agit notamment de la tenue de plusieurs ateliers conjoints en présentiel et en ligne, de l'élaboration d'un recueil sur les systèmes de cartographie du large bande bénéficiant des diverses contributions des membres de l'ORECE, de l'EaPeReg et de l'EMRG, ainsi que de l'organisation d'une formation sur la réglementation en vue d'accélérer la transformation numérique à laquelle ont participé plus de 180 personnes. S'appuyant sur cette dynamique, un atelier de renforcement des capacités sur la qualité de service et la résilience des infrastructures mobiles à l'intention des autorités de régulation est prévu pour octobre 2025 avec le soutien de Chypre, ce qui permettra de renforcer encore l'échange de connaissances et la coopération régionale.

• L'assistance technique fournie à l'Albanie, à la Bosnie-Herzégovine et la République de Moldova a renforcé les capacités nationales dans le domaine des systèmes de cartographie du large bande. En Albanie, des spécifications techniques ont permis à l'Autorité des communications électroniques et postales d'Albanie (AKEP) de lancer le processus de modernisation de son système de contrôle du spectre. Par ailleurs, le Monténégro s'est doté d'un projet de Plan national pour le large bande adopté en décembre 2024. Le BDT a, en outre, créé à l'Université du Monténégro un laboratoire IPv6 qui a fourni les moyens nécessaires au renforcement des capacités humaines nationales.

• Conformément à la Résolution 1408 du Conseil, le BDT a mené à bien diverses activités visant à appuyer la reconstruction et la remise en état de l'infrastructure de l'Ukraine. Ces activités comprennent une coordination régulière avec les autorités ukrainiennes et une participation active aux initiatives de l'équipe de pays des Nations Unies, notamment la contribution à l'Évaluation rapide des dommages et des besoins. Pour obtenir l'appui d'organismes de financement, le BDT a préparé 10 propositions initiales de projet adaptées aux besoins de l'Ukraine. En outre, le profil de pays de l'Ukraine en matière de développement numérique a été établi; il fournit un cadre stratégique pour faire progresser la transformation numérique. Les initiatives de renforcement des capacités, telles qu'une série d'ateliers virtuels sur la 5G et l'atelier UIT-TAIEX sur la mise en œuvre de la 5G, ont largement contribué à doter les parties prenantes de connaissances essentielles. Grâce à la coordination qu'il assure avec les partenaires et bailleurs de fonds internationaux, le BDT continue de jouer un rôle déterminant dans la mobilisation des ressources et des compétences techniques pour accélérer le redressement et le développement numériques de l'Ukraine. Le soutien financier et en nature de la Bulgarie, de la République tchèque, du Japon, de la Lituanie, de la Pologne, et de la Commission européenne a permis de faire avancer ces travaux.

• Élargir le partenariat entre l'UIT et la Commission européenne dans le cadre du Global Gateway devrait permettre de faire de l'UIT le partenaire potentiel pour les projets de moyenne et grande envergure. Des possibilités de financement ont été recensées, ce qui a permis de faciliter la cocréation de nouveaux projets mondiaux et régionaux. Il s'agissait notamment de définir le concept et de préparer la documentation du projet concernant le contrat relatif à la cartographie du large bande en Afrique, d'une valeur de 15 millions d'euros, lancé en septembre 2024. En outre, le projet sur le thème "Promouvoir et mesurer la connectivité efficace et universelle", d'un montant de 3 millions d'euros, a été lancé avec la Commission européenne afin de faire de cette connectivité une priorité politique absolue.

EUR 2: La transformation numérique au service de la résilience

• Une initiative spéciale, mise en œuvre conjointement avec la Pologne et la République tchèque, consacrée à l'approche centrée sur les personnes du numérique, accompagnée d'une série de Spotlights et d'un rapport spécial, a contribué à améliorer la compréhension des caractéristiques numériques centrées sur les personnes en Europe et au-delà.

• Afin de soutenir le processus de transformation numérique des services publics dans les économies des Balkans occidentaux, une série d'ateliers ont été organisés pour promouvoir GovStack et faciliter son déploiement dans toute l'Europe.

• En 2024, l'UIT et l'UNOPS ont lancé un nouveau projet sur la transformation numérique des collectivités locales au Monténégro. Celui-ci facilite le déploiement de l'approche GovStack au niveau des administrations locales, tout en visant à mettre en œuvre une nouvelle approche du développement des services numériques en général, ce qui constitue une condition préalable à l'amélioration de certains services, au renforcement de leur efficacité, à la réduction de l'exclusion, à la lutte contre la discrimination et à l'augmentation du nombre de citoyens desservis.

• En coopération avec la FAO et en étroite coordination avec la Commission européenne, un recueil pour les pays en phase de préadhésion sur les exigences de l'UE en matière d'agriculture numérique a été élaboré dans le but de renforcer les capacités des pays du

Partenariat oriental et des Balkans occidentaux dans le domaine de l'agriculture numérique. Le recueil est actuellement utilisé par tous les pays candidats à l'adhésion comme référence pour concevoir ou mettre à jour leurs stratégies d'agriculture numérique.

• Rapport sur l'excellence numérique dans l'agriculture: la FAO et l'UIT ont organisé un concours régional sur les bonnes pratiques en faveur de l'agriculture numérique en Europe et en Asie centrale. Ce concours a jeté les bases de la promotion de solutions numériques efficaces, accélérant la transformation numérique des secteurs traditionnels tels que l'agriculture.

• En 2024, l'UIT, la FAO et l'OIT ont lancé un nouveau projet sur l'agriculture numérique et la transformation rurale en Albanie. Ce projet vise à tirer parti de la transformation numérique pour faire progresser les objectifs de durabilité grâce à des interventions ciblées sur les travailleurs du secteur public et les petits agriculteurs, en particulier ceux qui sont en situation de vulnérabilité, tels que les habitants des zones rurales mal desservies, les jeunes en zone rurale, les agriculteurs âgés et les agriculteurs handicapés.

• Une assistance technique a été fournie à la Macédoine du Nord et à la République de Moldova pour les aider à formuler leurs stratégies de transformation numérique.

• Le Rapport régional sur les déchets d'équipements électriques et électroniques pour les Balkans occidentaux, élaboré en partenariat avec le PNUE, fournit une série de recommandations aux pays dans le domaine de la gestion des DEEE.

• Une assistance technique a été fournie à la République de Moldova et à la Géorgie afin de renforcer leur état de préparation aux situations d'urgence en les aidant à mettre en place des systèmes d'alerte rapide.

• Un atelier d'accélération des initiatives régionales pour les pays des Balkans occidentaux a été organisé en février 2025 au Monténégro et a abouti à l'élaboration d'une initiative sous-régionale spéciale axée sur le déploiement de la diffusion cellulaire. Par la suite, une assistance ciblée a été fournie à la Macédoine du Nord et au Monténégro, tandis que d'importantes activités de collecte de fonds ont été lancées.

EUR 3: Inclusion numérique et renforcement des capacités

• L'UIT et l'UE ont continué d'organiser l'évènement "Europe accessible: les TIC pour tous", qui a permis aux parties prenantes européennes de renforcer leurs capacités dans le domaine de l'accessibilité numérique. Dans le cadre de cet évènement, un concours spécial sur les solutions numériques innovantes pour une Europe accessible a donné l'occasion de présenter des technologies avancées. La prochaine édition de cet évènement se tiendra en décembre 2025.

• Une évaluation régionale des environnements favorables garantissant l'accessibilité des TIC pour les personnes handicapées dans la région Europe a été mise au point et a servi de référence pour faire progresser les travaux d'harmonisation des politiques dans le domaine de l'accessibilité numérique.

• Une assistance technique sur l'évaluation des compétences numériques des personnes âgées a été fournie à l'Albanie.

• Un nouveau projet mené conjointement par l'UIT et l'OIT sur l'évaluation de la maîtrise des outils numériques de la population adulte de la République de Moldova a été lancé, offrant ainsi de nouvelles possibilités d'élargir le portefeuille d'assistance technique en partenariat avec d'autres institutions des Nations Unies.

• Aptitudes, éducation et compétences numériques: un recueil pour l'Europe et l'Asie centrale a été élaboré à partir des contributions du Groupe de la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale. Afin de présenter ses conclusions, une session spéciale sur les compétences numériques a été organisée avec les équipes de pays des Nations Unies pour la région de l'Europe et de l'Asie centrale en 2024, en collaboration avec le Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale.

• L'initiative Generation Connect pour la jeunesse européenne a permis de renforcer la participation des jeunes aux travaux de l'UIT. En 2024, une nouvelle cohorte de 18 représentants pour la jeunesse issus de 8 pays (à savoir l'Albanie, l'Allemagne, la Bulgarie, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la République tchèque) a été formée.

• Le Réseau de femmes pour l'Europe (NoW) est devenu une tribune dynamique qui prône une participation plus forte des femmes aux activités de l'UIT-D. Il a notamment organisé des évènements annuels en vue de célébrer la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, et ainsi promouvoir les TIC auprès des femmes et des filles et les encourager à poursuivre une carrière dans ce domaine. Ces évènements ont mis en lumière l'importance de l'autonomisation de toutes les filles et de toutes les femmes au moyen des TIC aux fins de leur épanouissement sur les plans éducatif et socio‑économique. Ils ont également servi de plate-forme pour présenter les diverses initiatives régionales et nationales entreprises pour réduire la fracture numérique entre les femmes et les hommes. En vue de la CMDT-25, une session spéciale du Réseau NoW de l'UIT-D a eu lieu en septembre 2024 ainsi qu'en février 2025. Le programme de mentorat du Réseau NoW de l'UIT-D a été mis en œuvre de manière efficace, avec la participation de plusieurs parties prenantes européennes.

EUR 4: Confiance dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et des communications

• La réalisation de cyberexercices régionaux annuels a constitué une étape majeure dans les travaux du BDT visant à renforcer les capacités régionales dans le domaine de la cybersécurité. L'édition 2023 du cyberexercice interrégional pour l'Europe et l'Asie‑Pacifique s'est tenue à Chypre et a rassemblé 200 participants de 40 pays. En 2024, le Forum de l'UIT sur la cybersécurité et le cyberexercice pour l'Europe et la Méditerranée se sont tenus en Bulgarie. Ces évènements ont permis de renforcer les capacités d'intervention des États Membres en cas d'incident, tout en facilitant la résilience régionale.

• Une assistance technique a été fournie à la République de Moldova, afin de fournir au pays une évaluation de l'état de préparation des équipes CSIRT et de préparer la voie à la création d'une équipe CSIRT nationale en 2024.

• Her CyberTracks, initiative conjointe de l'UIT et de la GIZ visant à promouvoir une représentation égale, pleine et significative des femmes dans le domaine de la cybersécurité, a été mise en œuvre dans le cadre d'un forum régional tenu en 2024 à Tirana, offrant à plus de 50 dirigeantes l'occasion de renforcer leurs capacités. L'édition 2025 a été annoncée lors du Forum régional sur le développement (RDF) et se tiendra en juillet 2025 à Chisinau, en République de Moldova.

• Une assistance technique dans le domaine de la protection en ligne des enfants a été fournie à Andorre, à Malte et à la Serbie. En Andorre, une évaluation nationale de la protection en ligne des enfants s'est achevée en 2025, ouvrant la voie à l'élaboration de politiques nationales. À Malte, la diffusion de lignes directrices sur la protection en ligne des enfants et la formation de formateurs ont contribué à sensibiliser le public à la protection et aux droits des enfants en ligne. En Serbie, un appui a été apporté en vue de la diffusion des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants par le Centre national d'appel pour la sécurité des enfants.

• Une série de mesures ont été prises afin de renforcer la participation des parties prenantes européennes aux réunions du Groupe de travail sur la protection en ligne des enfants du Conseil de l'UIT, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre de contributions mettant en lumière les stratégies, initiatives et projets nationaux entrepris en Europe, facilitant ainsi la coopération internationale et le renforcement des capacités humaines.

EUR 5: Écosystèmes de l'innovation numérique

• Des profils d'innovation numérique, destinés à servir d'outil d'orientation dans le processus de mise en place d'écosystèmes nationaux d'innovation et de réduction de la fracture numérique, ont été établis pour la Géorgie, la Macédoine du Nord et la Serbie, tandis que le profil pour l'Albanie a fait l'objet d'une révision. Le profil pour Malte sera établi en 2025.

• Le Forum mondial de l'innovation de l'UIT, qui s'est tenu du 28 au 30 octobre 2024, a offert aux parties prenantes du monde entier une occasion unique de renforcer leurs capacités dans le domaine de l'innovation numérique. Il a rassemblé près de 500 participants, dont 27 ministres et vice-ministres, ainsi que d'autres personnalités de haut rang, issus des pouvoirs publics, du secteur privé et d'organisations du système des Nations Unies. Les participants étaient issus de 64 pays.

• L'assistance technique fournie à l'Albanie a permis de renforcer les capacités du pays dans le domaine de l'innovation numérique.

• En février 2025, la réussite du projet pilote relatif au Cadre d'accélération des initiatives régionales a conduit à la création conjointe, avec les pays des Balkans occidentaux, d'une initiative sous-régionale sur les systèmes d'alerte rapide. Cela a reconfirmé l'efficacité du nouveau cadre pour le développement et contribué à la mise en œuvre des initiatives régionales.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante:   
   [https://www.itu.int/en/ITU D/Pages/regional-initiatives-2023-2025.aspx](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Pages/regional-initiatives-2023-2025.aspx). [↑](#footnote-ref-1)
2. 1: systèmes alimentaires, 2: accès à l'énergie et accessibilité économique de l'énergie, 3: connectivité numérique, 4: éducation, 5: emploi et protection sociale, et 6: changements climatiques, perte de biodiversité et pollution. [↑](#footnote-ref-2)